

CIRCULATIONS DES IDÉES EN EUROPE

ÉTAT DES LIEUX D'UNE URGENCE

En juin 2009, à l'initiative des Éditions de l'EHESS, a été lancé « **le Manifeste pour une édition en sciences humaines réellement européenne** ». À l'origine, un constat : l'élargissement déjà accompli et à venir de l'Union européenne, souvent considéré comme une simple « question technique » par les politiques et les opinions publiques, n'a pas suffisamment nourri **la réflexion sur la circulation des idées, des textes et des livres**. Face à ces manques, les signataires du texte – chercheurs, traducteurs, éditeurs, professionnels du livre – affirment qu'il faut « **décloisonner par des regards croisés** des analyses souvent implicitement nationales », « **intégrer la pluralité des manières de faire** des sciences sociales » qui « s'est construite à travers les transferts et les appropriations mais aussi les expériences particulières », « **promouvoir la pluralité des langues** à partir desquelles et vers lesquelles nous traduisons ».

On se plaint souvent dans la vieille Europe de mal connaître « les nouveaux entrants », mais il faut constater que les déséquilibres dans la circulation des travaux de sciences humaines entre les pays européens sont encore plus grands que dans le domaine littéraire. Implicitement, autant dans l'institution universitaire que dans la production éditoriale, il semble qu'il existe des « problématiques locales » et des « problématiques universelles ». Les philosophes, historiens, sociologues des « petits pays », en particulier post-communistes, ont, quand ils sont traduits dans une langue de plus grande diffusion, au mieux la légitimité de s'exprimer sur « leur terrain local », mais rarement la possibilité de le faire sur des questions « d'ordre général ».

La distorsion centre/périphérie n'est cependant pas réservée à l'ancienne Europe de l'Est, elle touche aussi les pays de « petites langues » un peu partout en Europe, et bien sûr ailleurs.

Dans un contexte où la recherche est de plus en plus collective et internationale, il est certes indispensable d'affirmer que « **la traduction est la langue de l'Europe** », mais cette vérité risque de rester lettre morte si aucun programme transnational d'envergure ne vient soutenir les échanges et en particulier la **traduction**.

Car un enjeu majeur pour la vie des idées est celle de la circulation des textes de sciences humaines, et donc de la traduction, de son financement et de sa reconnaissance. Alors que le programme européen Culture 2007-2013 comporte un dispositif en faveur de la traduction littéraire (volet 1.2.2), rien n'est encore prévu au niveau de l'Union européenne pour soutenir la traduction d'ouvrages de sciences humaines.

Comment intensifier les échanges et les traductions en Europe ? Les signataires du manifeste, forts de leurs expériences particulières mais représentatives, estiment qu'en la matière, **pour construire une Europe de la connaissance, il y a urgence d'agir**. Ils ont dégagé les constats et propositions suivantes :

→ La production intellectuelle demeure souvent tributaire d'un cadre national et les circulations de livres ou de textes sont insuffisantes entre les pays.

Contrairement à certaines idées reçues, il n'est pas sûr que l'époque contemporaine dite de mondialisation soit plus propice aux échanges intellectuels internationaux que d'autres périodes de l'histoire. Comme le constate Michèle Leclerc-Olive, chercheur au CNRS, « au début du xx^e siècle, alors que les moyens de communication étaient moins développés qu'aujourd'hui, la circulation des idées avec le monde anglo-saxon était très riche. Elle était aussi plus vivante entre domaines scientifiques au sein d'une même langue. » Il serait donc bon d'examiner quels étaient les processus qui permettaient alors à ces échanges d'exister.

S'il est difficile d'énumérer les textes fondamentaux pour la recherche qui ne circulent pas suffisamment (en particulier quand ils sont écrits dans une langue à faible diffusion), et qu'il est encore plus difficile pour un éditeur d'évaluer ce qui, dans son catalogue, est susceptible d'intéresser un lectorat étranger, chaque spécialiste d'un domaine peut aisément identifier des manques criants. Ainsi, en France, on ne peut que déplorer la faible diffusion de la philosophie espagnole (Michèle Leclerc-Olive), la quasi-absence d'historiens centre-européens (Marie-Élizabeth Ducreux, CNRS), le manque de publications sur le premier xx^e siècle roumain alors qu'existent « de nombreux textes intéressants qui touchent nos synchronies européennes » (Catherine Durandin, Inalco).

Même lorsque les transferts culturels sont importants, comme dans le domaine de la philosophie entre la France et les pays tchèques ou slovaques, où comme le constate Petr Horak, philosophe et traducteur (Prague), la philosophie française a été historiquement bien introduite – en particulier les auteurs proches de la phénoménologie et de l’existentialisme –, des pans entiers restent dans l’ombre. Ainsi les auteurs français traitant de philosophie des sciences, d’ontologie ou de métaphysique sont-ils largement méconnus. En histoire, autant l’École des Annales et les historiens de la Révolution sont bien connus du public tchèque, autant la réflexion sur l’histoire, le sens du fait historique ou encore l’historiographie sont peu présents (des auteurs comme Roger Chartier, François Hartog ou Marcel Detienne pourraient aisément trouver leur place en traduction).

En Pologne également, le champ de l’histoire médiévale a été élargi par la traduction et la lecture d’auteurs français. Mais cette époque est révolue : d’un côté les médiévistes français de la jeune génération ne sont plus traduits et, de l’autre, les auteurs polonais ayant travaillé sur le domaine ne le sont pas non plus en français sauf rares exceptions (dont par exemple Bronisław Geremek). Or, là où le lien intellectuel est de longue date, il devrait être plus facile de proposer des traductions. Comme le souligne Jerzy Pysiak, historien (université de Varsovie), « Il semble important de valoriser en France cette recherche polonaise en histoire médiévale car elle résulte en grande partie des contacts franco-polonais traditionnels depuis le XIX^e siècle et qui se sont poursuivis tout au long du XX^e siècle avec Aleksander Gieysztor, Bronisław Geremek, Karol Modzelewski et tant d’autres. »

Tandis qu’en Europe centrale on a beaucoup traduit, notamment grâce à des politiques actives en la matière après la chute du communisme, et que l’on continue à le faire dans une certaine mesure, « les pays de la vieille Europe », dont la France, sont particulièrement peu ouverts aux productions de ces pays.

Concernant la Roumaine, Catherine Durandin rappelle le faible intérêt en France pour la production des intellectuels roumains alors que les maisons d’édition roumaines suivent assez bien ce qui se passe sur la scène éditoriale française. « Avec un bémol : les études concernant les débats nationaux : la décolonisation, l’épuration, la vie intellectuelle des XIX^e et XX^e siècles, sont ignorées. Faute d’un marché roumain, peut-être. La science politique est plus largement traduite que l’histoire. Quant aux travaux des historiens roumains, ils ne sont pas traduits en France : seule la Shoah donne lieu à quelques publications. »

Si l’on veut réellement favoriser l’**élargissement de l’Union européenne et l’approfondissement des liens en Europe**, il semble urgent de s’intéresser en Europe occidentale à « l’histoire des Balkans et de l’Europe orientale écrite par les balkaniques eux-mêmes » comme le suggère Zhivko Kushev, directeur de la maison d’édition Paradigma à Sofia, ou encore comme le propose le politologue monténégrin Milan Popović, il paraît impératif de donner une place aux voix critiques d’Europe de l’Est sur le processus d’intégration, processus dans lequel les peuples concernés ont souvent le sentiment d’être peu écoutés.

Par ailleurs, l’Union européenne constitue un cadre institutionnel où se rencontrent des espaces linguistiques qui débordent largement les frontières territoriales, c’est vrai des langues française, anglaise, espagnole ou portugaise, mais aussi par exemple de l’arabe ou des langues africaines. Il est donc important de prendre en compte l’ampleur des interactions et des transferts culturels concernés.

D’une façon générale, **il n’est pas facile d’avoir accès aux informations** sur la recherche en train de se faire dans d’autres pays.

Pour accroître la circulation des textes en Europe et la connaissance de leur existence, on pourrait concevoir une **base de données générale** sur les publications (Zhivko Kushev, Paradigma book, Bulgarie), mais aussi un **espace d’échange et d’information** dédié à la circulation des traductions comme le suggèrent Ivan Čolović, directeur des éditions XX Vek à Belgrade, et Antoaneta Koleva, directrice des éditions Critique et humanisme à Sofia. À terme, la conception d’outils d’accès et de référencement fédérés et multilingues pour les textes en langues « minoritaires » (que sont actuellement toutes les langues sauf l’anglais) deviendra indispensable, comme le rappelle Claire Madl, responsable de la bibliothèque du Centre français de recherche en sciences sociales de Prague. Certains thèmes se prêtent particulièrement aux échanges voire aux recherches transversales, toujours selon Antoaneta Koleva : l’identité européenne, les questions de mémoire et de lecture de l’histoire, les migrations et la mondialisation. « Sans une plateforme commune concrète, des moyens, des personnes avec une vision, une expertise et une volonté politique, rien ne peut être fait », estime Simona Goldstein, directrice des éditions Antibarbarus à Zagreb.

Le besoin d’espace d’échange et de mutualisation des informations sur la circulation des textes et des idées est régulièrement rappelé par les professionnels du livre et les chercheurs, mais il n’a pas trouvé jusqu’à

présent d'écho significatif auprès des institutions communes de l'Union. C'est le cas en particulier du projet d'« **Observatoire européen de la traduction** » proposé par Barbara Cassin, chercheur au CNRS, dans son rapport de 2008 au Commissaire européen chargé du plurilinguisme.

Une autre idée serait de recenser les ouvrages qu'il est essentiel de traduire – tracer au niveau européen, comme le propose encore Barbara Cassin, « **une bibliothèque des manques** ».

Pour améliorer la connaissance de la production intellectuelle des pays voisins, il faudrait aussi accroître le nombre de **comptes rendus** sur les ouvrages paraissant dans d'autres langues, comme le suggèrent Marie-Élizabeth Ducreux et Morgane Labbé (EHESS). L'analyse comparative de ces comptes rendus permettrait en outre d'éclairer la complexité des transferts, les phénomènes de vase clos qui caractérisent les débats intellectuels dans les langues dominantes, en particulier l'anglais.

Les réseaux internationaux de recherche (par exemple les Ateliers de sciences sociales en Europe centrale, initiés par l'EHESS), n'ont pas toujours été suivis de retombées éditoriales, même si d'importantes collaborations de recherche en sont sorties. De même, il n'est pas sûr que l'intensification des échanges virtuels puisse remplacer les échanges réels, et donc les séjours prolongés de chercheurs à l'extérieur de leurs pays d'origine. Ainsi, selon Michèle Leclerc-Olive, existe-t-il une « certaine complémentarité entre circulation des auteurs et circulations des textes. »

→ **Pas de traduction sans aide financière extérieure.**

Éditeurs, directeurs de collection et auteurs en conviennent tous, quelque que soit sa place dans la production éditoriale d'une maison, la traduction dépasse très souvent les possibilités financières d'un projet de livre en sciences humaines, surtout s'il s'agit de recherche innovante et de travaux de première main. Il faut donc trouver des fonds extérieurs, cette réalité continuant d'être sous-estimée par les pouvoirs publics.

La difficulté principale rencontrée par les éditeurs qui veulent publier une traduction est bien sûr le coût, alors même que le travail des traducteurs est rarement rémunéré à sa juste valeur. Les problèmes liés à la qualité de la traduction sont fréquents, surtout dans les pays où les traducteurs sont mal rétribués. En République tchèque, la communauté des traducteurs décerne chaque année l'anti-prix Skřípeček récompensant « la plus mauvaise traduction », qui n'épargne pas toujours les maisons d'éditions les plus sérieuses (Magdalena Moravová, éditrice chez Argo, Prague).

Les programmes d'aides existants (en général porté par les différents ministères de la culture) sont donc indispensables et ils ont permis à de nombreuses publications de voir le jour.

Comme le reconnaît Jerzy Pysiak, les travaux de Jacques Le Goff, Jean-Claude Schmitt ou Michel Pastoureau sont largement connus en Pologne grâce au programme d'aide à la traduction de l'Ambassade de France. De même, comme le souligne l'éditeur Vesseli Pramatarov, directeur des éditions Sonm à Sofia, « différents programmes – en premier lieu le programme "Vitocha" de l'Institut français en Bulgarie et celui du Centre des Arts "Soros" – nous ont offert la possibilité financière de réaliser nos projets de traduction d'auteurs comme Lévinas, Lyotard, Irigaray, Derrida, Ricœur, Durkheim, Platon, Aristote... »

Mais ces programmes ne sont pas suffisants, car ils restent liés à la promotion d'une culture nationale, quand il est nécessaire – surtout si l'on veut faire de l'Europe un espace de libre circulation intellectuelle – de « **dénationaliser** » les savoirs. Là encore, un Observatoire européen de la traduction pourrait jouer un rôle moteur dans la mise à disposition d'informations, mais aussi dans une certaine mutualisation des programmes d'aide.

Par ailleurs, la recherche requiert de plus en plus d'interactions et de collaborations entre des chercheurs et des équipes de recherches, donnant lieu à des travaux collectifs (ouvrages, revues, actes de colloques). Or ce sont les travaux collectifs qui trouvent le plus difficilement éditeurs et financements pour la traduction.

Il est donc indispensable que **le programme Culture de l'Union européenne** intègre lors de la prochaine législature **l'aide à la traduction de textes de non-fiction**, avec une attention particulière portée sur l'édition sous forme de collectifs de la recherche innovante, qui ne doit pas être réservée aux seuls spécialistes.

Il est également indispensable que la traduction prenne une place plus significative **au sein même des programmes européens de recherche en sciences humaines**, quelles que soient les formes prises ensuite par la ou les publication(s).

→ Traduire, c'est acclimater et contextualiser.

La langue n'est pas un simple instrument mais un univers mental qui structure le réel. Contre une vision simpliste et instrumentaliste de la langue, le processus de traduction et d'introduction d'un texte d'histoire, de philosophie ou d'anthropologie étrangère requiert la création d'un contexte de réception (« les textes circulent sans leurs contextes », selon les mots de Pierre Bourdieu¹).

Les questions que pose au chercheur ce processus sont multiples : comment rendre communicables des débats nationaux ? En quoi un terrain étranger peut-il modifier notre regard ? Quels sont les textes qu'il est intéressant de faire circuler ? (Marie-Élizabeth Ducreux)

Les signataires de ce manifeste réaffirment « **la fécondité** de la pluralité des langues et des manières de faire les sciences sociales ». La seule façon de maintenir et de développer cette pluralité, c'est d'affirmer l'importance de la langue d'écriture. La traduction reste le gage d'une pluralité de la pensée.

→ L'anglais : une *lingua franca* cohabitant avec DES langues de recherche et de circulation.

Le débat sur la place de l'anglais dans la circulation des idées nous semble aujourd'hui dépassé. L'anglais peut être une langue de communication privilégiée sans pour autant que soit niée la place des autres langues, qui doivent rester les langues dans lesquelles la recherche se fait.

Il ne faudra pas non plus négliger le fait que, dans tous les pays, on traduit surtout à partir de l'anglais, y compris lorsqu'il s'agit de travaux est-européens. Ces derniers sont alors souvent des travaux d'universitaires est-européens installés et publiés aux États-Unis, et dont l'écriture est marquée par les problématiques développées dans cet univers intellectuel dominant. Les États-Unis détiennent en effet un leadership dans le domaine intellectuel par leur capacité à intégrer les travaux de chercheurs étrangers installés chez eux, ce que de nombreuses langues ne savent pas (ou plus) faire.

Il n'est pas toujours nécessaire de traduire de l'anglais vers le français des ouvrages très spécialisés dans un domaine, il faudrait plutôt traduire vers l'anglais des ouvrages qui, de ce fait, auraient une chance de devenir des références (Pascale Haag, EHESS).

Si aujourd'hui, il est incontestable que la langue source de la majeure partie des traductions reste l'anglais, y compris en sciences humaines, la situation des débats intellectuels dans les zones de langue dominante est toujours menacée de vase clos.

→ La traduction ouvre des champs de questions nouvelles et doit être considérée comme une activité scientifique à part entière.

Autant les éditeurs signataires du manifeste savent combien il est difficile de trouver des personnes compétentes pour traduire des textes scientifiques, autant cette activité qui demande souvent la collaboration de spécialistes des domaines concernés n'est toujours pas considérée à sa juste valeur.

Nous estimons que la traduction est **une activité scientifique** à part entière, donnant lieu à la création d'un vocable souvent original. Pensons par exemple combien de nouveaux termes et concepts les traductions des œuvres de Sigmund Freud, Michel Foucault ou Jan Patočka ont créé dans de multiples langues. Traduire une pensée articulée ne se réduit pas à transmettre une information. Nous souhaitons donc vivement que **la traduction soit reconnue comme une activité scientifique par les systèmes d'évaluation de la recherche.**

Il convient également de considérer la complexité épistémologique des langages naturels, sans oublier **les différences et les complémentarités entre les processus de traduction**, en particulier si l'on considère la pratique plurilingue (la pratique de plusieurs langues par un même individu, même à des degrés différents) comme une voie d'avenir, ce à quoi nous invite l'Observatoire européen du plurilinguisme.

Par ailleurs, un travail de comparaison des réceptions d'auteurs majeurs à partir des traductions pourrait consolider une communauté transnationale de chercheurs.

1. Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », Conférence prononcée le 30 octobre 1989 pour l'inauguration du Frankreich-Zentrum de l'université de Fribourg.

→ Il est désormais urgent de travailler sur des objets éditoriaux qui soient conçus à l'origine comme transnationaux, voire plurilinguistiques, et qui puissent donner lieu à des co-éditions en amont.

Pour de nombreux chercheurs ayant la traduction comme objet d'étude, la question de l'édition électronique et de ses nouvelles capacités d'écriture et de lecture (interaction, réseau, traduction multiple, etc.) devra être au cœur de la réflexion. Il est important que les politiques de numérisation actuellement en plein développement ne relèguent pas la traduction au rang de question annexe.

Quels sujets doivent alors être prioritairement analysés dans un cadre transnational voire européen, plutôt que national ? Certains thèmes portent de façon plus évidente sur des points de « réalités communes » (les guerres européennes, les questions migratoires, les minorités, les questions d'environnement...), mais d'une manière générale, c'est plutôt la démarche que l'objet qui en fera des objets transnationaux.

Des démarches en ce sens ont par ailleurs été lancées, qui ont porté leurs fruits. On peut par exemple citer la collection « Aujourd'hui l'Europe », dirigée par Catherine Durandin aux éditions de l'Harmattan. Ou celle « Faire l'Europe », collection d'histoire lancée dans les années 1980, sous la direction scientifique de Jacques Le Goff, en collaboration entre cinq éditeurs européens en France, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne et Espagne. Ou encore la « Bibliothèque européenne des idées ». Certaines initiatives récentes mettent en avant le travail de traduction dans l'élaboration de l'œuvre et dans son questionnement. C'est le cas du groupe de recherche Artes et de la collection EHESS-Translations consacrée à des textes importants des sciences sociales inédits en français, traduits et introduits par des chercheurs.

→ **Décloisonner le débat et travailler en synergie avec d'autres réseaux d'acteurs**

Il est évident que les signataires de ce manifeste ne visent pas à engager une action isolée mais au contraire à s'intégrer dans des actions plus larges proposées par les représentations professionnelles de l'édition. Celles de l'Association européenne des presses d'universités récemment créée (Association of European University Presses/AEUP) ou celles menées par les organisations professionnelles nationales (comme le SNE français) avec la Fédération des éditeurs européens (FEE), pour sensibiliser les responsables européens aux problématiques de la traduction et à la nécessité de monter des programmes *ad hoc* pour les sciences humaines.

De même, notre action souhaite dialoguer avec les initiatives visant explicitement **l'intensification des échanges intellectuels en Europe et soutenant la traduction**, comme le réseau de sociologues européen **Pour un espace des sciences sociales européen**, **l'Observatoire européen du plurilinguisme**, ou la Fondation Fischer Schiftung (Berlin) et son programme **Traduki**, Die Institut für Wissenschaften vom Menschen (**IWM**, Vienne). Ainsi qu'avec d'autres initiatives internationales, comme celles menées par **l'Alliance internationale des éditeurs indépendants**, ou soutenant activement la traduction comme le **Fonds Ricoeur** ou encore la **Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme** (Suisse).

Liens :

www.espacesse.org | www.observatoireplurilinguisme.eu | <http://english.traduki.eu> | www.iwm.at | www.alliance-editeurs.org
www.fondsriceur.fr | www.fph.ch | Pour retrouver le Manifeste : www.editions.ehess.fr